

PREFECTURE DES  
BOUCHES-DU-RHONE  
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES  
BUREAU DE LA  
CIRCULATION ROUTIERE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ PREFECTORAL  
FIXANT LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT  
DE LA STATION DE TAXIS  
DE LA GARE AIX-EN-PROVENCE T.G.V.  
LE PREFET  
DE LA REGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article 2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département ;  
VU le décret n° 730 du 22 mars 1942 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local, notamment en son article 6 ;  
VU le décret n° 86-427 du 13 mars 1986 portant création de la Commission Départementale des Taxis et des Voitures de Petite Remise ;

VU la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi et le décret n° 95-935 du 17 août 1995 pris pour son application ;

VU la convention (1) par laquelle la Direction Régionale de la S.N.C.F. et les organisations professionnelles représentatives du taxi à AIX-EN-PROVENCE et CABRIES sont convenues de la nécessité de réglementer les conditions de fonctionnement de la station de taxis de la gare AIX-EN-PROVENCE T.G.V. et d'en proposer la mise en oeuvre à l'autorité préfectorale ;

VU la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur du 11 mai 1999 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Taxis et des Voitures de Petite Remise des Bouches-du-Rhône du 3 avril 2001 ;

(1) Cette convention peut être consultée à la Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques - Bureau de la Circulation Routière.

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :

## ARRÊTÉ :

### ARTICLE 1er : VEHICULES

L'appellation de « taxi » s'applique à tout véhicule automobile de neuf places assises au plus, y compris celle du chauffeur, muni d'équipements spéciaux (1), dont le propriétaire ou l'exploitant est titulaire d'une autorisation de stationnement sur la voie publique en attente de la clientèle, afin d'effectuer à la demande de celle-ci, à titre onéreux, le transport particulier de personnes et leurs bagages.

• Seuls les véhicules dénommés ci-dessus « taxi » sont autorisés à stationner et prendre en charge la clientèle sur la station.

Pour bénéficier de l'appellation « taxi », les véhicules doivent comporter les équipements spéciaux suivants :

- Un compteur horokilométrique homologué dit « taximètre » aux prescriptions du décret du 13 mars 1978 ;

- Un dispositif lumineux portant la mention « taxi » ;

- L'indication, sous forme d'une plaque scellée au véhicule, visible de l'extérieur, de la commune ou de l'ensemble des communes de rattachement ainsi que le numéro de l'autorisation de stationnement ;

- Dans le cas où l'autorité municipale aurait fixé une durée maximale quotidienne d'utilisation du véhicule, ce dernier devra en outre, être muni d'un appareil horodateur homologué, fixé au véhicule, visible de l'extérieur et faisant apparaître les heures de début et de fin de service du conducteur.

• Ne sont autorisés pour la prise en charge de la clientèle sur le site de la gare AIX-EN-PROVENCE T.G.V. que les taxis ayant une licence d'exploitation délivrée par le Maire d'AIX-EN-PROVENCE ou de CABRIES.

• Sont également autorisés à prendre en charge la clientèle sur le site de la gare AIX-EN-PROVENCE T.G.V. les taxis commandés. Ces derniers doivent justifier leur présence dans les conditions fixées à l'article 3 ci-après.

• Conformément à l'article 15 du décret n° 95-935 du 17 août 1995, chaque véhicule doit être soumis au contrôle technique annuel (2).

• Tous les véhicules présents sur la station doivent avoir un aspect général (esthétique, propreté intérieure et extérieure, carrosserie) correct.

• Ces véhicules doivent permettre d'assurer le transport, outre du conducteur, d'au moins quatre personnes et leurs bagages.

(1) Ces équipements spéciaux sont expressément prévus à l'article 1er de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi et précisés à l'article 1er du décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi.

(2) Article 15 du décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi du 25 janvier 1995.

- Tous changements concernant le véhicule (vente par exemple) doivent être signalés à la mairie de rattachement dans les plus brefs délais.

## ARTICLE 2 : CONDUCTEURS

- Tout conducteur de taxi doit être en possession d'une carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet.  
Celle-ci doit être apposée sur la vitre avant du véhicule et être visible de l'extérieur lorsque le véhicule est utilisé à titre professionnel.
- Chaque conducteur a obligation de :
  - 1- Faciliter la montée et la descente du client dans son véhicule et prendre en charge tous ses bagages au début et à la fin de la course.
  - 2- Avoir une tenue vestimentaire correcte et propre.
  - 3- Accepter la course qui lui est demandée quelle que soit la distance (courte, moyenne ou longue) et selon l'itinéraire le plus court ou précisé par le client. Celui-ci doit être déposé au lieu indiqué.
  - 4- Toujours se trouver à proximité de son véhicule pour pouvoir répondre immédiatement à toute demande.
  - 5- Respecter les horaires et la durée du travail préalablement fixée par l'autorité municipale ou préfectorale (Cf. Article 1 - alinéa 1). Cependant, à la fin de son service, il est tenu d'indiquer le lieu de sa destination et d'accepter une course si celle-ci correspond pour tout ou partie à son trajet.
  - 6- Il est interdit de jumeler les courses.

- Un conducteur peut refuser une course uniquement si sa sécurité est menacée, si le client est en état d'ivresse ou s'il est poursuivi par la clameur publique.
- Les conducteurs ne doivent pas se tenir en groupe dans et hors de la station lors de l'arrivée d'un T.G.V. en gare.

Le racolage de la clientèle est formellement interdit.

- En référence à leur mission de service public, il est interdit aux conducteurs de fumer dans leurs véhicules que ce soit en présence ou non d'un client.
- Les conducteurs ont obligation de se soumettre aux injonctions de l'autorité de police compétente dans l'enceinte de la gare ainsi qu'à l'ensemble des contrôles effectués par les fonctionnaires habilités ou par les agents assermentés de la SNCF.

## ARTICLE 3 : STATION

- Tous les véhicules doivent se conformer à l'organisation du site et de la station ainsi qu'au schéma de circulation défini. Ils doivent se positionner et stationner exclusivement sur les trois sites qui leur seront réservés :

.....

1- La zone de dépôt minute sur l'anneau de desserte Ouest (pavillon départ).  
L'arrêt n'est autorisé que le temps de la dépose et le stationnement interdit.  
Les taxis autorisés à prendre en charge la clientèle sur le site de la gare T.G.V. iront ensuite se repositionner dans la file d'attente dédiée. Les taxis non autorisés retourneront dans leur station d'origine.

Dans cette zone, le stationnement de quelque véhicule que ce soit sera considéré comme illicite et passible de sanctions.

2- La zone de prise en charge sur l'anneau de desserte Est (pavillon arrivée).

Clairement délimitée par des plots, il s'agit d'une voie dédiée aux taxis autorisés (AIX et CABRIES).

Un système de barrière automatique à l'entrée du site propre leur en réservera l'accès. Chaque conducteur autorisé à prendre en charge la clientèle disposera d'un badge lui permettant d'accéder à cette zone. Ce badge garde un caractère personnel, il ne sera ni cessible, ni transmissible.

Par mesure dérogatoire, la file de prise en charge dédiée aux taxis est également une voie d'accès pour les pompiers. Ceux-ci sont bien évidemment prioritaires et si nécessaire les taxis doivent immédiatement évacuer la zone.

• La charge en tête de file est obligatoire.

Le premier taxi a obligation d'assurer la course du demandeur (Cf. Article 2 alinéa 3) sauf si son véhicule ne permet pas de charger la totalité des clients ou ne répond pas aux exigences du client (fumeur ou non fumeur, transport des animaux) et si la course nécessite des équipements particuliers (galeries...) que le véhicule n'a pas.

De la même façon, c'est lui qui assurera la course pour répondre à une éventuelle demande extérieure.

• Les taxis autorisés à prendre en charge la clientèle sur la station ont une obligation de service. Afin d'assurer un service de qualité et d'éviter toute attente au client, il est nécessaire de disposer dans la zone de prise en charge d'un nombre minimum de taxis à l'arrivée de chaque T.G.V.

Les taxis devront ainsi assurer une continuité de service quelles que soient les circonstances sauf cas de force majeure. En cas de grève, ils seront tenus d'assurer un service minimum à l'égard de la clientèle.

3- La zone d'attente pour les taxis commandés.

Aucun contrôle d'accès n'est effectué sur ce site. Cependant, chaque taxi stationnant dans cette zone doit obligatoirement justifier sa présence et être pour cela en possession d'un reçu mentionnant le nom du client qu'il attend, le numéro de son train et son heure d'arrivée ainsi que l'heure à laquelle il a reçu la commande.

Le stationnement de tout autre véhicule dans cette zone sera considéré comme illicite et passible de sanctions.

#### ARTICLE 4 : SERVICES

- A la suite de chaque course dont le montant est supérieur ou égal à 100 francs, le conducteur doit délivrer au client un reçu mentionnant son nom, le numéro du taxi, le montant payé, les suppléments éventuels et la date.

En déca de cette somme, le conducteur ne délivrera le reçu au client qu'à sa demande.

- Chaque conducteur doit pouvoir répondre à une demande de « taxi réservé » par un voyageur (possibilité d'un service de réservation à bord du train précisant le nombre de personnes, la présence d'animaux...). Le conducteur du taxi réservé s'engage à être disponible à l'heure prévue d'arrivée du train. Il devra se conformer à l'organisation opérationnelle mise en place.

- Tous les taxis autorisés à prendre en charge la clientèle sont des véhicules non fumeurs.

- A l'exception des chiens accompagnant des personnes non voyantes, le transport des animaux est à la discrétion du conducteur (cf. article 5 - alinéa 2).

#### ARTICLE 5 : REMUNERATION DU PRESTATAIRE

- Tous les taxis ont obligation de se conformer aux tarifs en vigueur fixés par arrêté préfectoral.

Les conducteurs ne pourront exiger aucun pourboire.

Chaque conducteur devra afficher clairement et lisiblement, à l'intérieur de son véhicule, la grille des prix pratiqués (tarifs de jour, de nuit, course bouclée, majorations). Celle-ci devra être remise à jour conformément à la révision annuelle des tarifs établis par arrêté préfectoral.

Toute application constatée de tarifs supérieurs ou de toute autre illégalité sera passible d'une sanction pouvant entraîner une interdiction de prise en charge, définitive ou temporaire, pour le conducteur et son véhicule (cf. article 7) sur le site de la gare d'ALX-EN-PROVENCE T.G.V.

Il devra également informer le client de la procédure à suivre en cas de réclamation.

- Le transport des animaux, d'un nombre important de bagages, l'utilisation de zones à péages (à la demande uniquement du client)... font l'objet de majorations dans le prix de la course. Le conducteur devra en informer le client si nécessaire à sa montée dans le véhicule.

- Les chauffeurs de taxis seront tenus d'accepter les différents modes de paiement que sont les espèces, les chèques et si possible les cartes bancaires.

- En cas de situations perturbées, les chauffeurs de taxis peuvent voir certains de leurs clients leur régler le montant de leur course avec un « bon taxi » émis par la S.N.C.F. (le cachet de l'entreprise faisant foi). Les conducteurs ont obligation d'accepter la course et le titre de paiement présenté par le client. Ils pourront se faire régler le montant de cette course par les services de la S.N.C.F. contre remise du bon. Celui-ci doit obligatoirement mentionner la date et l'heure de prise en charge, le montant de la course, le nom et la signature du chauffeur, son numéro de carte professionnelle, le nom, l'adresse et la signature du client.

## ARTICLE 6 : CONTROLE DU SERVICE

- Le transport des voyageurs devra être effectué dans les meilleures conditions de régularité, de confort, de propreté, de rapidité et d'amabilité.

Pour veiller à la bonne exécution du service, des contrôles fréquents seront effectués par des fonctionnaires dûment habilités ou des agents assermentés de la S.N.C.F. afin de s'assurer du respect de la réglementation générale régissant la station et l'exploitation du service taxi.

Ces contrôles porteront sur :

- la tarification (prix appliqués, contrôle des compteurs horokilométriques),
- l'attitude et le comportement du conducteur vis à vis du client,
- le fonctionnement de la station (charge en tête de file, proximité du conducteur par rapport à son véhicule, pas de discrimination entre les courses, stationnement),
- l'état général du véhicule et la propreté
- la qualité du service fourni par les taxis et notamment les taxi commandés (régularité sur l'horaire d'arrivée, exactitude du lieu de rendez-vous....).

## ARTICLE 7 : SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires et aux règles déontologiques de la profession d'exploitant de taxi (3) ainsi qu'aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, toute infraction dûment constatée fera l'objet d'un procès verbal. Celui-ci sera transmis à Monsieur le Procureur de la République compétent et sera portée pour avis devant le Conseil de Discipline de la Commission Municipale ou Départementale des Taxis. Toute infraction dûment constatée entraînera le passage du conducteur devant le Conseil de Discipline de la Commission Municipale ou Départementale des Taxis en vue d'une sanction (avertissement, retrait provisoire ou définitif de l'autorisation de stationnement, retrait provisoire ou définitif du badge).

Après avis de la Commission Départementale des Taxis et des Voitures de Petite Remise (formation disciplinaire), le Préfet ou son représentant pourra infliger un avertissement au contrevenant ou lui interdire, définitivement ou pour une durée déterminée, toute prise en charge de la clientèle sur la station ainsi que la restitution du badge. En outre le retrait temporaire ou définitif de la carte professionnelle pourra être prononcé.

Cette sanction interviendra sans préjudice des suites judiciaires et de toute autre sanction que l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation de stationnement pourra prendre.

(3) Loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi et précises à l'article 1er du décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi.

ARTICLE 8 :

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie des Bouches-du-Rhône, M. le Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, les agents assermentés de la S.N.C.F. sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et dont ampliation sera adressée à :

- Mme le Maire d'AIX-EN-PROVENCE
- M. le Maire de CABRIES
- M. le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE
- M. le Directeur Régional de la S.N.C.F.
- M. le Président du Syndicat des Artisans Taxis Aixois
- M. le Président de l'Association des Taxis de CABRIES

Fait à MARSEILLE, le 14 MAI 2001

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER



Antoine BOUSQUET

Pour copie conforme  
Le Chef de Bureau,